

Unité bidépartementale Eure-Orne
11, avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 28/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon

Références : UBDEO.2023.09.346.ERA.SB
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant est mis en demeure depuis le 26 septembre 2022 de renforcer deux locaux contre les effets de surpression, toxiques et thermiques des différents phénomènes dangereux redoutés. L'inspection entre dans le cadre du suivi de la mise en demeure, suite à la finalisation des travaux de renforcement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement

d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de mise en demeure (renforcement locaux)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement,

- ronnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Renforcement du poste de garde et du local « La Garenne »	AP de Mise en Demeure du 26/09/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux ont été réalisés et les niveaux d'imperméabilité attendus sont atteints. La mise en demeure du 26 septembre 2022 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Renforcement du poste de garde et du local « La Garenne »

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les effets de surpression, toxiques et thermiques
Prescription contrôlée : La société NUFARM, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Gaillon (27), est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois les dispositions du second tiret de l'article premier de l'arrêté préfectoral complémentaire n°UDE/ERA/20/12, notifiée le 1er juillet 2020, en ce qui concerne le renforcement ou le déplacement du Poste de garde et du local « La Garenne » (poste de commandement en cas de déclenchement d'un Plan d'Opération Interne), afin d'assurer la protection des occupants aux effets de surpression, aux effets toxiques et aux effets thermiques. L'exploitant remet à l'issue de ce délai des éléments techniques démontrant l'atteinte de cet objectif. Ces éléments sont établis par un organisme extérieur compétente avec les méthodes reconnues par le ministère en charge de l'environnement (guide de vulnérabilité des constructions).
Constats : Le 22 août 2023, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport d'étude d'Efectis France relatif au renforcement du poste de garde et du local « La Garenne » daté du 27 juillet 2023 (Référence 23-001959b-AWY).

L'inspection des installations classées a pu se rendre compte de la réalisation des travaux sur place, à savoir :

- pour le poste de garde (B13) : l'installation d'un nouveau plafond renforçant l'étanchéité , des travaux d'étanchéité au niveau des gaines électriques, des fenêtres, des portes et des cloisons séparatives (création d'un mur d'étanchéité)

- pour le local « La Garenne » (B07) : des travaux d'étanchéité au niveau du plafond, des placards, des fenêtres, de la porte et au-dessus des cloisons séparatives (création d'un mur) avec utilisation de mousse extensive, pose de silicone au niveau du chemin de câble, l'installation d'un nouveau plafond et un renforcement d'étanchéité.

Une mesure de perméabilité suite à ces travaux a été réalisée courant juillet 2023. Il ressort de ces mesures :

a) Concernant le Poste de garde (B13) : La mesure indique un niveau de perméabilité à l'air de 3,38 vol/h, ce qui est conforme à la valeur « objectif » qui doit être inférieure à 8,2 vol/h .

b) Concernant la salle la Garenne (B07) : La mesure indique un niveau de perméabilité à l'air de 2,87 vol/h, ce qui est conforme à la valeur « objectif » qui doit être inférieure à 13,9 vol/h.

Observations : L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. La mise en demeure du 26 septembre 2022 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet